

Le contrôle des chauffages

Expertise et contrôle officiel deux obligations nécessaires pour assurer un air plus propre pour nous tous

Le contrôle de combustion est obligatoire pour toute installation de combustion; il ne dépend pas d'un éventuel contrat d'entretien ou de la marque de l'installation. Il garantit que votre installation correspond aux exigences actuelles en **économie d'énergie** et contribue ainsi à la **qualité de l'air** et à notre **bien-être**.



Pourquoi de tels contrôles et de manière répétée ?

En période de chauffe, soit en hiver, les cheminées émettent des fumées qui polluent notre air. Afin de limiter l'atteinte à la qualité de l'air, des installations de haute technologie ont été développées. Elles consomment moins d'énergie et produisent peu d'émissions polluantes. Comme lors de l'expertise d'une voiture, des spécialistes d'entreprises privées ou des ramoneurs contrôlent périodiquement les installations de combustion à mazout et à gaz jusqu'à une puissance de 1000 kW. Ils travaillent sur la base du droit privé et sont responsables des mesures et des résultats obtenus.

Le choix de l'expert, du contrôleur ou du tiers spécialisé est libre, pour autant qu'il soit agréé par le canton.

L'autorité recommande l'entretien des installations de chauffage. Mais la conclusion d'un contrat de service sous abonnement est facultative dans tous les cas.

Le ramonage et le nettoyage de la chaudière par le service de ramonage concessionné sont toujours obligatoires.

Pourquoi une expertise et un contrôle officiel ?

L'expertise : Toute installation de combustion est soumise à une expertise chaque 6 ans. Celle-ci permet un contrôle complet de l'installation et de son fonctionnement en rapport avec l'hygiène de l'air ainsi qu'un recensement périodique de l'ensemble des données des installations de chauffages en Valais. L'expertise ne peut être effectuée que par un spécialiste neutre qui n'a aucun intérêt propre dans la vente d'installation de chauffage. C'est pour cette raison que cette expertise est de la compétence unique du service de ramonage qui est habilité à l'effectuer. Cette expertise là compte comme un contrôle officiel périodique.

Le contrôle officiel : à part l'expertise, l'installation de combustion est soumise à un contrôle périodique tous les 2 ans. Celui-ci permet un suivi de votre installation de chauffage au niveau de la protection de l'air et de l'économie d'énergie. Il est effectué par le tiers spécialisé pour les installations avec abonnement annuel ou par le service de ramonage pour les installations sans abonnement.

Le contrôle après réglage : lorsque le résultat du contrôle officiel ou de l'expertise est insatisfaisant, et uniquement dans ce cas, le propriétaire doit faire appel, dans les 30 jours, à un tiers spécialisé reconnu qui doit régler ou réparer une installation mise en cause.

A quoi sert la vignette de chauffage ?

Pour chaque contrôle effectué une vignette doit être apposée sur l'installation de chauffage certifiant du passage et du respect des normes de protection de l'air. La vignette a une validité limitée de 24 mois après un contrôle officiel, une expertise ou un contrôle après réglage conforme.

Les résultats restent sur l'installation ou sont archivés par l'exploitant ou le propriétaire. Pour attester des expertises ou en cas de résultats non conformes, un rapport est établi à l'aide d'un formulaire officiel, aux frais de l'exploitant.

Les contrôles de combustion ont lieu principalement pendant la période de chauffe, pour éviter une appréciation erronée provenant d'une exploitation réduite ou des influences météorologiques.

Que fait exactement le ramoneur ?

- il est responsable de l'organisation et de l'exécution des expertises tous les 6 ans et des contrôles officiels tous les 2 ans pour autant que ces installations ne soient pas sous abonnements ou qu'elles n'ont pas été contrôlées par le tiers spécialisé
- il évalue et apprécie les résultats de mesure
- il informe le détenteur de l'installation et le service de la protection de l'environnement des résultats des contrôles
- il fixe, le cas échéant, un délai de réglage et annonce au canton tous les cas litigieux
- il traite les plaintes concernant les nuisances olfactives et les émissions de fumées provenant d'installation de chauffage mal réglées
- il conseille le détenteur de l'installation d'une manière neutre sur toutes les questions relatives à l'installation de chauffage
- il pratique son travail de ramonage selon l'ordonnance y relative

Que fait le spécialiste en brûleur ?

- il effectue l'entretien (service) du brûleur et de la chaudière
- il est responsable de l'organisation et de l'exécution des contrôles officiels des installations de chauffage sous abonnement tous les 2 ans
- il établit des offres pour les installations neuves ou à assainir, procède à leur livraison et montage, à leur mise en service et leur réglage
- il règle et contrôle les installations qui sont contestées
- il informe le détenteur de l'installation et le service de la protection de l'environnement des résultats des contrôles

Que fait l'instance cantonale compétente ?

- elle nomme les experts, les contrôleurs officiels et les tiers spécialisés habilités à effectuer des mesures de combustion
- elle supervise le bon déroulement des contrôles de combustion elle fixe les décisions d'assainissement des installations non conformes à la protection de l'air
- elle assure la gestion administrative des installations de chauffage en Valais
- elle gère les litiges entre propriétaires, contrôleurs officiels et experts
- elle prononce les décisions en cas de refus de contrôles ou d'expertises par les propriétaires d'installations
- elle assure la formation continue des contrôleurs et experts agréés



Toute observation non conforme sera soumise au service compétent. Seule l'autorité concernée est habilitée à prendre toutes décisions de contrôle technique, de mise en ordre ou d'assainissement, selon les prescriptions fédérales et ordonnances cantonales.

Si le travail de l'intervenant pour le contrôle de combustion officiel ne donne pas satisfaction, le propriétaire de l'installation est en droit d'aviser l'autorité compétente.

Les experts et les contrôleurs officiels appliquent les prix indicatifs approuvés par le Conseil d'Etat.

Le prix inclus tous les frais occasionnés: Administration commerciale, déplacement (dans la mesure du raisonnable), instruments de mesures, petit matériel, mesure, rapport, vignette et formulaire officiel.

Être responsable, c'est le devoir de chacun

Le propriétaire d'une installation de combustion est responsable pour tous les aspects légaux concernant l'exploitation de son dispositif de chauffage: notamment, l'homologation, le fonctionnement, l'exécution des contrôles et des expertises dans les délais imposés. Il est aussi responsable de la présence d'une plaquette d'identification, du numéro d'homologation, des vignettes et des résultats de mesures récents.

Un air pur grâce à l'efficacité du contrôle de chauffage



Le contrôle de combustion en Valais

se base sur la législation suivante:

Loi fédérale sur la protection de l'environnement du 7 oct. 1983 (état au 21 oct. 1997);

Ordonnance fédérale sur la protection de l'air du 16 déc. 1985 (état au 15 déc. 1997);

Ordonnance cantonale du 12 déc. 2001 concernant l'entretien, le nettoyage et le contrôle des installations recevant du feu ou des fumées;

Directive cantonale concernant le contrôle officiel de combustion des installations à huile « extra légère » et à gaz du 12 déc. 2001.

Autorité cantonale:

Office cantonal du feu

Avenue de la Gare 39, 1950 Sion

Tél. 027 606 70 50 - Fax: 027 606 70 54

Service de la protection de l'environnement

Case postale 478, 1951 Sion

Tél. 027 606 31 90 - Fax: 027 606 31 99

Air pur aux quatre vents !

Die Feuerungs-kontrolle

Expertise und amtliche Kontrolle – zwei Bedingungen zur Verbesserung der Luftqualität für uns alle

Die Feuerungskontrolle ist für alle Feuerungsanlagen obligatorisch; unabhängig von einem Servicevertrag oder vom Anlagentyp. Die Feuerungskontrolle stellt sicher, dass Ihre Anlage den Umweltschutz-Anforderungen entspricht, mit **Energie sparsam** umgeht und so zu einer besseren **Luftqualität** und zum **Wohlbefinden** aller beiträgt.



Warum wiederholt Feuerungskontrollen?

Während der Heizperiode steigen Rauchschwaden aus den Kaminen, welche unsere Luft belasten. Um diese Belastung einzugrenzen sind Anlagen entwickelt worden, welche hohen technologischen Ansprüchen genügen. Sie verbrauchen weniger Energie und geben weniger Schadstoffe an die Umwelt ab.

Ähnlich wie beim Vorführen von Autos, kontrollieren Feuerungsfachleute oder Kaminfeger periodisch die Öl- und Gasfeuerungen bis zu einer Leistung von 1000 kW. Sie arbeiten auf privatrechtlicher Basis und haften für durchgeführte Messungen und deren Ergebnisse.

Die Wahl des Experten, des Kontrolleurs oder der Feuerungsfachleute ist frei. Allerdings müssen sie vom Kanton Wallis anerkannt sein.

Die Wartung der Feuerungsanlagen wird von der Behörde empfohlen. Ein Abschluss eines Servicevertrages ist freiwillig und von zweitrangiger Bedeutung.

Die Reinigung des Kamins und der Feuerungsanlage durch den örtlichen Kaminfegerdienst ist jedoch obligatorisch.



Warum eine Expertise oder eine amtliche Kontrolle?

Expertise: Sämtliche Feuerungsanlagen unterliegen in einem Zeitraum von 6 Jahren einer Expertise. Diese erlaubt eine umfassende Kontrolle der Anlage und ihrer Funktionsweise im Hinblick auf die Lufthygiene sowie der Aktualisierung der Anlagendaten, welche auf Kantonsebene verwaltet werden. Diese Expertise sollte nur durch unabhängige Fachleute, welche nicht im Verkauf und Unterhalt von Feuerungsanlagen berufstätig sind, durchgeführt werden. Aus diesem Grunde obliegt diese Prüfung nur den dafür ernannten Experten. Die Expertise selber gilt auch als amtliche Kontrolle.

Amtliche Kontrolle: Neben der Expertise ist eine Feuerungsanlage auch einer zweijährlichen amtlichen Kontrolle unterstellt. Diese Kontrolle erlaubt es, ihre Feuerungsanlage im Verlaufe der Jahre im Hinblick auf die Luftreinhaltung und den Energieverbrauch im Auge zu behalten. Die Kontrolle wird bei Feuerungsanlagen mit Service-Vertrag von Feuerungsfachleuten sonst vom Kaminfegerdienst durchgeführt.

Kontrolle nach Regulierung: Wird durch die Expertise oder die amtliche Kontrolle aufgezeigt, dass die Anlage mangelhaft funktioniert, muss der Anlagebetreiber innert 30 Tagen einem Feuerungsfachmann den Auftrag zur Behebung der Mängel erteilen.

Wozu dient die Vignette?

Nach jeder durchgeführten Kontrolle wird eine Vignette aufgeklebt, welche die Durchführung der Kontrolle und die Einhaltung der Anforderungen an die Luftreinhaltung festhält. Die Vignette ist während 24 Monate ab Durchführung einer Expertise, einer amtlichen Kontrolle oder einer Kontrolle nach einer Regulierung der Anlage gültig.

Die entsprechenden Messergebnisse werden bei der Feuerungsanlage oder beim Betreiber oder Besitzer aufbewahrt. Die Expertise und auch eine eventuelle Beanstandung der Anlage werden in einem Messbericht auf einem amtlichen Formular festgehalten. Der Besitzer der Anlage trägt die Kosten.

Die Feuerungskontrollen finden grundsätzlich nur während der Heizperiode statt, um Fehlbeurteilungen durch Witterungseinflüsse oder wegen reduziertem Betrieb der Anlage zu vermeiden.



Was macht der Kaminfeger?

- Er ist verantwortlich für die Vorbereitung und Durchführung der alle 6 Jahre stattfindenden Expertisen und der amtlichen Kontrollen alle 2 Jahre, so weit für die Anlage kein Service-Vertrag abgeschlossen wurde oder die Anlage nicht bereits von einem Feuerungsfachmann kontrolliert wurde.
- Er beurteilt die Messergebnisse.
- Er informiert den Anlagebesitzer bzw. -betreiber sowie die Dienststelle für Umweltschutz über die Messresultate.
- Er legt im Bedarfsfall eine Frist zur Regulierung der Anlage fest und zeigt der Dienststelle für Umweltschutz die mangelhaft funktionierenden Anlagen an.
- Er behandelt Klagen wegen Geruchsbelästigung und Rauchentwicklung infolge schlecht regulierter Feuerungsanlagen.
- Er berät den Anlagebetreiber in allen Fragen im Zusammenhang mit der Feuerungsanlage.
- Er befolgt bei seiner Arbeit die kantonale Verordnung und die kantonale Weisung.

Was macht der Feuerungsfachmann?

- Er führt die Unterhaltsarbeiten am Brenner und Heizkessel durch.
- Er ist verantwortlich für die Vorbereitung und Durchführung der alle 2 Jahre stattfindenden amtlichen Kontrollen der Feuerungsanlagen.
- Er offeriert Sanierungen von Anlagen oder neue Anlagen, besorgt deren Lieferung und Montage und führt die Inbetriebnahme und die Regulierung durch.
- Er reguliert und kontrolliert beanstandete Anlagen.
- Er informiert den Anlagebesitzer und die Dienststelle für Umweltschutz über die Messergebnisse.

Was macht die zuständige kantonale Instanz?

- Sie ernennt Experten, amtliche Kontrolleure und Feuerungsfachleute, welche Messungen an Feuerungsanlagen durchführen dürfen.
- Sie überwachen die fachgerechte Durchführung der Feuerungskontrollen und verfügen die Instandstellung von Anlagen, welche gegen die Vorschriften der Luftreinhaltung verstossen.
- Sie führt einen Kataster über die Gebäudeheizungen im Kanton Wallis.
- Sie vermittelt bei Missverständnissen zwischen Anlagebetreiber, amtlichen Kontrolleuren und Experten.
- Sie erlässt Verfügungen bei einer Verweigerung der Feuerungskontrolle oder Expertise durch die Anlagebesitzer.
- Sie stellt die Weiterbildung der Kontrolleure und Experten sicher.



Bei Unstimmigkeiten ist die zuständige Dienststelle zu informieren. Sie allein ist befugt, Verfügungen über die technische Kontrolle, über die Instandstellung oder die Sanierung einer Anlage gemäss den eidgenössischen und kantonalen Vorschriften zu erlassen.

Falls die Arbeit der Fachleute bei der amtlichen Kontrolle der Feuerungsanlage mangelhaft ist, setzt der Anlagebesitzer die zuständige Behörde darüber in Kenntnis.

Die Experten und die amtlichen Kontrolleure wenden die vom Staatsrat des Kantons Wallis festgelegten Richtpreise an.

Diese Preise umfassen sämtliche Kosten wie administrativer Aufwand, Fahrkosten, eingesetzte Geräte, Zeitaufwand für Messung und Bericht, Vignette sowie amtliches Formular.

Jeder trägt Verantwortung

Der Besitzer einer Feuerungsanlage ist verantwortlich dafür, dass sämtliche gesetzlichen Vorgaben im Hinblick auf Typenprüfung, Betrieb, Durchführung der Kontrollen und Expertisen innerhalb der vorgegebenen Fristen usw. eingehalten werden. Er sorgt dafür, dass das Typenschild, die BUWAL-Nummer, die Vignette und die Messergebnisse bei der Anlage vorliegen.

Saubere Luft dank Feuerungskontrollen

Die Feuerungskontrolle beruht im Wallis auf folgenden gesetzlichen Grundlagen:

Umweltschutzgesetz vom 7. Oktober 1983 (Stand: 21. Oktober 1997);

Luftreinhalteverordnung vom 16. Dezember 1985 (Stand: 15. Dezember 1997);

Kantonale Verordnung betreffend den Unterhalt, die Reinigung, und die Kontrolle der Feuerungs- und Rachabzugsanlagen vom 12. Dezember 2001;

Kantonale Weisung zur amtlichen Feuerungskontrolle von Anlagen, die mit Gas oder Heizöl « extra leicht » betrieben werden. Stand am 12. Dezember 2001

Ansprechpartner beim Kanton:

Amt für Feuerwesen

Avenue de la Gare 39, 1950 Sitten

Tel. 027' 606 70 50 - Fax: 027' 606 70 54

Dienststelle für Umweltschutz

Postfach 478, 1951 Sitten

Tel. 027' 606 31 90 - Fax: 027' 606 31 99

Luft zum Schnüüfu!



Dienststelle für Umweltschutz